

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 195, 12 janvier 2017

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Socialisation et évolution du rapport à la Nation des générations issues de l'immigration - Apport de la recherche académique.

Synthèse de Y. Papat. Coord. C. Foret ; L. Viévard.
Grand Lyon Métropole (Direction de la prospective et du dialogue public) - FRV100. Publ. Janvier 2017. 77 p. @

Deux parties principales composent ce corpus d'articles de réflexion et de monographies : « La socialisation des descendants d'immigrés dans une perspective générationnelle ». La question de la « seconde génération » : un mode de problématisation des enjeux sociopolitiques liés à l'immigration. Controverse autour de la délinquance des « jeunes de banlieue », ... Dans un second temps, « Le rapport à la nation des descendants d'immigrés » : l'engagement associatif et les mobilisations collectives comme formes de citoyenneté active, la participation de la diversité minoritaire à la démocratie représentative,...

Collectivités territoriales

• La fusion autoritaire des régions.

Elodie Derdaele.
Civitas Europa, n° 37, 2/2016. pp. 241-267.

Suite à la loi de 2015, seize des vingt-neuf régions hexagonales ont disparu au profit de sept nouvelles entités. Ce processus, initié par le pouvoir central, bien que conforme à la Constitution, contrevient cependant à la charte européenne de l'autonomie locale, approuvée par la France, les collectivités concernées n'ayant pas été consultées préalablement.

Démographie - Population

• La prédominance démographique des plus grandes communes s'atténue.

Frédéric Tallet.
Insee Focus, n° 74, janvier 2017. @

De 2009 à 2014, la croissance démographique des plus grandes communes reste dans l'ensemble inférieure à celle des communes moins peuplées, malgré des dynamiques contrastées. La part de la population vivant dans les cent communes françaises les plus peuplées continue de diminuer, à un rythme cependant moins soutenu qu'au cours des décennies passées. Ces tendances se retrouvent dans toutes les régions, même si la part de la population concentrée dans les plus grandes communes est assez variable.

Développement durable

• Développement durable en zones côtières : comment territorialiser l'intérêt général environnemental ? Un cadre d'analyse.

J.-E. Beuret ; A. Cadoret ; H. Rey-Valette
Développement durable et territoires, vol. 7, n° 3, décembre 2016 (mis en ligne le 21 déc. 2016). @

Des projets de création d'aires protégées ou d'infrastructures justifiées par la lutte contre le changement climatique créent souvent, dans les territoires, des oppositions entre enjeux environnementaux globaux et locaux : il faut alors « territorialiser » l'intérêt général et le

Que peut le numérique pour les territoires isolés ?

Terra Nova ; Google France
V. Bernard (rapp.).
Janvier 2017. 91 p. @



développement durable. Les zones côtières, espaces d'interface local-global, offrent un cadre privilégié pour l'analyse de tels processus.

A partir d'études de cas et d'une réflexion collective, les auteurs proposent un cadre d'analyse : hiérarchisation des acteurs et/ou enjeux ; ajustement des projets ; transactions entre acteurs ; exit spatial ; construction de nouvelles proximités organisées.

• Rapport n° 266 [...] relatif à l'adaptation des territoires littoraux au changement climatique.

Michel Vaspart.
Sénat - Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable. Décembre 2016. 161 p. @

Les événements récents (tempête Xynthia, inondations dans le Var ou dans les Alpes-Maritimes) et une meilleure connaissance scientifique des impacts du changement climatique invitent à développer une nouvelle réflexion en matière d'aménagement du littoral pour mieux anticiper et prendre en compte les risques naturels. Il s'agit désormais de mettre en place les outils juridiques pour permettre un aménagement équilibré des territoires littoraux soumis aux variations du trait de côte, en tenant compte de la forte pression démographique et des enjeux économiques.

Développement territorial

• La figure du réseau : dimensions spatiales et organisationnelles.

Géographie, économie, société, 2016/4
(Vol. 18). 144 p.

Parmi les articles de ce numéro : articuler l'approche relationnelle et l'approche spatiale des réseaux : application au cas des pôles de compétitivité ; émergence de dynamiques coopératives : exemple d'un réseau d'entreprises créatives co-localisées. Une approche par l'économie des proximités...

Economie sociale et solidaire

• ESS & Départements.

CNCRESS - RTES.
Note politiques publiques, décembre 2016. 20 p. @

Le présent document entend mettre à disposition, les éléments de cadrage nécessaires à la bonne compréhension du sujet (données chiffrées, cadre légal, regard d'experts, etc.). Il propose également une synthèse des programmes d'intervention possibles ainsi que quelques leviers d'actions pour favoriser la mise en place de politiques de soutien à une économie territoriale forte de sens et vecteur d'avenir.

Education

• Etat de l'école 2016. Coût, activités, résultats. 30 indicateurs sur le système éducatif français.

Ministère de l'Education nationale - DEPP, n° 26,
décembre 2016. 94 p. @

Pour sa 26e édition, *L'état de l'École* rassemble les trente indicateurs essentiels pour analyser notre système éducatif, en apprécier les évolutions et mesurer l'impact des politiques mises en œuvre. Les tendances décrites dans les numéros précédents se confirment : durant les vingt-six dernières années, l'effort de la nation a été considérable et s'est traduit par une élévation du niveau de qualification, sans toutefois parvenir à diminuer les inégalités, en particulier celles liées à l'origine sociale.

Se référer notamment au chapitre consacré à l'éducation prioritaire (p.32).

Innovation

• Répondre à l'innovation disruptive - Actions critiques.

France Stratégie ; Julia Charrié ; Lionel Janin.

Note d'analyse, janvier 2017. 4 p. @

Une vague d'innovations déferle, portée par le numérique et demain par d'autres technologies émergentes (les « NBIC »), qui crée de nouveaux marchés et bouleverse l'économie de nombreux secteurs. Face à ces innovations disruptives, l'État doit agir. Dans le cas contraire, une position plus attentiste aurait un coût économique et social significatif.

Métropole

• Le discours identitaire des grandes métropoles européennes : émergence d'une maturité communicationnelle.

B. Faye ; A. Vignolles.

Revue d'économie régionale & urbaine, n° 5, décembre 2016. pp. 977-1016.

Depuis les travaux de Jacobs (1961) et Lynch (1969), la notion d'identité urbaine s'est développée en économie et en géographie urbaines, en psychologie sociale et plus récemment en sciences de gestion (marketing et management touristique). L'état de l'art de ces développements multidisciplinaires montre que les villes génèrent des « identités interprétatives », déconnectées de leurs attributs réels ou perçus, orientée vers le dynamisme pour les grandes villes et la proximité pour les plus petites. Les auteurs ont testé cette proposition sur un échantillon de 29 métropoles européennes, en empruntant une démarche statistique multidimensionnelle.

• Bordeaux. Les nouveaux espaces de la mobilité métropolitaine.

A. Juppé ; M. Larué-Charlus ; J-M. Offner et al.

Urbanisme, hors-série n° 58, nov-décembre 2016. 68 p.

Dans le prolongement du Grenelle des mobilités, démarche pilotée par l'agence d'urbanisme (a'urba), Bordeaux Métropole s'est dotée en 2015 d'une charte des mobilités. Depuis, l'a-urba poursuit son travail d'analyse en formulant des propositions pour les voiries du XXI^e siècle. L'occasion pour la revue *Urbanisme* de présenter ce travail, enrichi de contributions d'experts de la question.

• La métropolisation contre la métropole ? Réflexion sur la gouvernance stratégique du Grand Londres à partir du cas des zones d'opportunité.

Martine Drozd.

Métropoles, n° 19, décembre 2016. 26 p. @

Cet article propose de réfléchir à la gouvernance métropolitaine londonienne en étudiant deux éléments : sa configuration institutionnelle et les grands projets urbains métropolitains.

Mobilité

• Nouvelles mobilités.

Club Mobilités de la FNAU.

Traits d'agences, décembre 2016. pp. 7-25.

Ce dossier présente comment les agences d'urbanisme contribuent à penser la mobilité dans sa globalité, et non plus simplement en termes de tuyaux ou de modes : nouvelles offres de transport, mutations des pratiques de déplacement, évolutions des contextes sociaux et urbains...

• Le développement du transport à la demande en France : la pérennité du TAD à l'épreuve des réformes territoriales.

Élodie Castex.

Flux, n° 106, 4/2016. pp. 43-57.

Depuis la fin des années 1990, le Transport À la Demande (TAD) connaît une forte croissance au sein du territoire français. Ce mode de transport, à mi-chemin entre le bus et le taxi, a séduit de nombreuses Autorités organisatrices de transport (AOT) par sa grande souplesse de fonctionnement et son adaptabilité. Cet article propose de revenir sur l'évolution de ce mode de transport au cours des quatre dernières décennies à travers une analyse des acteurs et des logiques qui concourent à la mise en place de ces services. *In fine*, l'article s'interroge sur la façon dont le TAD contribue à la constitution d'un réseau plus global de transport public et sur son devenir.

• L'intermodalité vélo-train : une évaluation socio-économique des bénéfices.

F. Papon, L. Belton-Chevallier ; Ifsttar/Ame/Dest.

CGDD, novembre 2016. 4 p. @

La desserte des zones périurbaines, pour desserrer la dépendance à la voiture, peut également s'appuyer sur la combinaison du vélo et des transports collectifs pour réaliser des chaînes de déplacement à la fois performantes, plus respectueuses de l'environnement et économiques. A la clé, de réels impacts positifs notamment sur les plans environnementaux ainsi que sur la santé publique.

• Les infrastructures linéaires de transport : évolutions depuis 25 ans.

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer ; SOeS.

Datalab, n° 6, Décembre 2016. 32 p. @

La France dispose d'infrastructures de transport importantes et de qualité depuis très longtemps qui se sont adaptées à la demande de transport de voyageurs ou de marchandises. Elles sont de plus en plus sollicitées, pourtant les investissements qui leur sont consacrés restent quasi stables, voire sont en diminution et, dans la mesure où une comparaison internationale peut être faite, sont moins importants que chez les principaux partenaires européens de la France.

Numérique

• Plateformes numériques et territoires : Quels enjeux pour la collectivité ?

B. Chabanel ; É. Hooge ; C-M. Javary.

Nova 7 ; Grand Lyon Métropole. Octobre 2016

(publication décembre 2016). 64 p. @

D'Uber à Google, en passant par Airbnb ou Le Bon Coin, de nouveaux acteurs économiques sont apparus dans la fabrique urbaine au cours de la dernière décennie. En offrant une intermédiation efficace entre une multitude d'utilisateurs, ces plateformes proposent de nouveaux services urbains qui s'affranchissent de tout lien avec les collectivités locales et les territoires. Ce rapport propose un éclairage permettant de mieux comprendre l'activité et les stratégies des entreprises technologiques qui développent des plateformes numériques.

Politique de la ville

• Quartiers prioritaires, ghettoïsation et politique de la ville.

Julien Damon.

Cahiers français, n° 396, janvier-février 2017. pp. 53-58. @

Au sommaire de l'article : « Politique de la ville : un apartheid français ? » ; une politique difficilement évaluable à l'échelle nationale ; des bilans locaux contrastés ; « l'accordéon » de la géographie prioritaire.

Prospective

• La prospective en Région wallonne (Belgique).

Maxime Petit Jean.

Courrier hebdomadaire du CRISP, 2016/23-24.

(n° 2308-2309). 66 p.

Le premier chapitre s'intéresse aux dimensions historiques et définitionnelles de la prospective, en la replaçant dans son contexte d'apparition et en brossant rapidement son paysage international. Le deuxième chapitre décrit la genèse de la prospective en Région wallonne, notamment au travers des activités de l'Institut Jules-Destrée.

Enfin, le troisième chapitre aborde la pérennisation rhétorique de cette pratique prospective au sein de l'IWEPS.

Rural

• La place des jeunes dans les territoires ruraux.

Avis corapporté par Bertrand Coly, au nom de la section de l'Aménagement durable des territoires et Danièle Even au nom de la section de l'Education, de la Culture et de la Communication.
Cese. Janvier 2017.

Les jeunes de 15 à 29 ans sont 1,6 million à résider dans l'espace à dominante rurale, qui accueille 18 % de la population. Ils témoignent d'un fort attachement à leur territoire. Ils constituent aujourd'hui une ressource sous-estimée pour le dynamisme des territoires ruraux et expriment parfois un sentiment d'abandon. L'avis recense les phénomènes et facteurs qui affectent les conditions de vie et l'accès à l'autonomie des jeunes de zones rurales, et présente des pistes d'évolutions des politiques publiques nationales ou territoriales permettant de répondre à ces défis.

Vidéos : @ Communiqué : @

• La ruralité en France : des potentiels oubliés ?

Laurent Rieutort.

Population & Avenir, n° 731, 1/2017. pp. 4-7.

Au sommaire : une nouvelle estimation de la ruralité : 35 % des Français sur 90 % du territoire ; des espaces ruraux attractifs ; des succès de la sphère productivo-résidentielle dans la ruralité ; trois types de développement rural ; de la métropole à l'inter-territorialité

• Ruralité : favoriser la relation villes-campagnes.

Xavier Brivet.

Maires de France, n° 342, janvier 2017. pp. 40-45.

Pour prévenir la fracture entre des territoires concentrant la richesse et une ruralité profonde se sentant parfois abandonnée, les élus ruraux demandent l'adoption d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui donnerait la priorité aux solidarités territoriales.

Santé

• Quand les habitants se mêlent de ce qui les regarde : santé ! Actes de la rencontre nationale des ateliers santé ville (ASV) et projets territoriaux de santé.

Plateforme nationale des Ateliers santé ville. 1/2017. 67 p. @

Thèmes abordés : la participation citoyenne en santé : du concept à la réalité ? ; les évaluations d'impact sur la santé : une opportunité de participation pour les habitants ? ; les médiateurs sociaux en milieu sanitaire : un trait d'union entre les professionnels et les habitants ; réflexions pour demain.

Sur le même sujet, on pourra également se référer à la référence suivante : « Les démarches Ateliers santé ville : la promotion de la santé à l'œuvre dans les territoires », auteurs : C. Motard ; S. Tessier. *Santé Publique*, 6/2016 (Vol. 28), p. 729-733.

Union européenne

• Les inégalités régionales en Europe : comment les résoudre ?

Sébastien Bourdin.

Population & Avenir, n° 731, 1/2017. pp. 17-19.

Depuis bientôt quarante ans, l'Union européenne (UE) cherche à réduire les déséquilibres régionaux et l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions la composant. Aussi, les régions dites « en retard de développement » ont largement bénéficié des Fonds européens. Néanmoins, le principe de cohésion a été mis à mal avec la crise économique. Cette dernière appelle à repenser la façon de concevoir la politique régionale européenne.

• Dossier : Une « Europe des régions » : obsolète ou obstinée ?

F. Lépine ; F. Saint-Ouen ; K. Crepaz et al.

L'Europe en Formation, n° 379, 2016/1. 240 p.

(Articles en anglais et en français)

Le traité de Maastricht a intronisé un nouvel organe au sein des institutions européennes : le Comité des régions. L'époque était à la valorisation du régionalisme et de la régionalisation. L'idée était que l'introduction du niveau infra-étatique au sein d'une institution supra-étatique pourrait affermir l'Europe, sa démocratie et sa subsidiarité. Depuis, l'Europe a connu de nombreux autres développements qui ont ramené à l'arrière-plan les idées qui avaient conduit à la création de cette institution régionale.

• Emploi et développement social en Europe en 2016.

Commission européenne. Déc. 2016. 273 p. (en anglais). @

En lien avec la stratégie *Europe 2020*, cette publication apporte de nombreux éclairages et des données récentes concernant les politiques sociales et d'emploi de l'UE.

• Evaluation ex-post du Fonds social européen (2007-2013) – Synthèse.

Commission européenne. Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion. Publ janv. 2017. 14 p. @

Principales constatations : plus de 90% du budget du FSE pour la période 2007-2013 ont été affectés aux trois priorités principales du FSE : capital humain et capacité d'adaptation (46%), accès à l'emploi (34%) et inclusion sociale (14%). Les jeunes figurent parmi les groupes cibles les plus importants dans toutes les priorités du FSE.

Actualité législative et parlementaire

• Loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne. @

• Loi n° 2016-1887 du 28 décembre 2016 relative à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle. @

• Décret n° 2016-1810 du 21 décembre 2016 portant fixation pour l'année 2016 du taux des abattements des bases d'impositions directes locales dont bénéficie La Poste au titre de sa mission d'aménagement du territoire. @

• Décret n° 2016-1986 du 30 décembre 2016 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, et de Saint-Pierre-et-Miquelon. @

• Décret n° 2016-1878 du 26 décembre 2016 relatif aux dates et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services de l'Etat chargés des compétences transférées aux régions par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. @

• Décret n° 2016-1855 du 23 décembre 2016 relatif au parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie et à la *Garantie jeunes*. @

• Circulaire n° 2016-212 du 30 décembre 2016 relative à la mission de lutte contre le décrochage scolaire. @

• Instruction du 8 décembre 2016 [Publ. 22/12/16] relative à la définition des zones d'activité portuaire et compétences des communes et établissements publics de coopération publics de coopération intercommunale pour la gestion des ports. @

• Proposition de loi (Sénat) n° 270, du 22 décembre 2016 relative à la vitalité de la démocratie locale et à l'équilibre des territoires, présentée par P. Bas, B. Retailleau, F. Zocchetto et M. Darnaud. @

• Questions écrites (Assemblée nationale) relatives à la régionalisation des pôles de compétitivité à vocation mondiale. Question n° 100802 : @ Question n° 98361 : @

• Question écrite (Assemblée nationale) relative au pacte financier et fiscal de solidarité pour les EPCI [...] signataires d'un contrat de ville. (Publ. JO 29/11/2016). @

Agenda des auditions

Audition au Sénat (Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation), le 12 janvier 2017, de M. Jean-Michel Thornary, Commissaire général à l'égalité des territoires, sur l'action du Commissariat général, les politiques qu'il coordonne et les moyens

qu'il mobilise, le cas échéant en coopération avec les différentes collectivités, pour favoriser un meilleur équilibre entre les territoires.

Outils

• Prendre en compte le temps dans l'aménagement. Guide pratique 2017.

Tempo territorial. Décembre 2016. 144 p. @

Le rythme des territoires est aussi influencé par certains horaires imposés (écoles, administrations, entreprises, commerces..) sans que l'on mesure au préalable les impacts sur l'organisation de la vie publique et sur les conditions de vie de la population. L'intégration progressive de la dimension temporelle par les opérateurs de l'aménagement est une voie prometteuse pour rétablir les conditions d'un développement respectueux des équilibres sociaux, spatiaux et environnementaux.

• L'Interco issue de la loi NOTRe. Dossier ressources.

AdCF. Décembre 2016. @

L'AdCF propose dans ce dossier un ensemble de ressources contextuelles, pédagogiques et juridiques consacrées aux enjeux et aux implications des évolutions de périmètres liées aux dernières réformes législatives.

• Laïcité : recueil d'outils pédagogiques.

Réseau Ressources pour l'Égalité des chances et l'intégration (Reci). Décembre 2016. 28 p. @

Au sommaire du dossier : enseignement de la laïcité et des faits religieux ; école et nation, les valeurs de la laïcité ; laïcité clé de voûte du vivre-ensemble... A consulter également la note : « Point de vue sur la laïcité au service du lien social ».

Focus Territoires

> Auvergne-Rhône-Alpes

• **Les arrondissements de Lyon : de profondes mutations socio-économiques en 40 ans.** Maury, Axel Gilbert. *Insee-Analyses*, n° 29, décembre 2016. 4 p. @

• **Les petites villes face à la montée des contraintes énergétiques : l'augmentation du coût de la mobilité, un facteur de vulnérabilité économique ? Études de cas dans le bassin d'Annecy.**

P. Lejoux. *Territoires en mouvement*. Université des Sciences et Technologies de Lille. 18 p. @

> Centre-Val de Loire

• **Enseignement supérieur et recherche en région Centre-Val de Loire et liens avec ses territoires.**

Ceser Centre-Val de Loire ; D. Sacher. Déc. 2016. 56 p. @

> Hauts-de-France

• **Portrait des départements de la région Hauts-de-France. Nord @ Pas-de-Calais @ Aisne @ Oise @ Somme @**

Insee-Analyses, n° 35/36/37/38/39, décembre 2016.

> Ile-de-France / Grand Paris

• **Recherche et innovation : l'Ile-de-France en quête de reconnaissance mondiale.**

IAU-Ile-de-France ; Odile Soulard.

Note rapide – Economie, n° 733, décembre 2016. 6 p. @

• **Ile de la Cité : le cœur du cœur.**

Philippe Bélaval, Dominique Perrault.

Rapport de mission remis au Président de la République, décembre 2016, 56 p. @

> Nouvelle-Aquitaine

• **Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation. Version finale.** Région Nouvelle-Aquitaine. Décembre 2016. 143 p.

Rapport : @ *Annexes* : @ *Diagnostic* : @

• **Bordeaux. Les nouveaux espaces de la mobilité métropolitaine.**

Alain Juppé ; Michèle Larué-Charlus ; Jean-Marc Offner et al. *Urbanisme*, hors-série n° 58, nov-déc. 2016. 68 p.

• **Préfiguration de l'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine.**

CGEDD ; Philippe Schmit.

novembre 2016, 64 p. (publié le 03/01/2017)
(Rapport n° 010848-01) @